

Le pari africain des entreprises de Monaco

Entretien avec la présidente du Club des entrepreneurs monégasques en Afrique (CEMA), Madame Patricia Husson, qui nous apporte des éclairages sur ces questions. PAR SZYMON Z. JAGIELLO

La principauté de Monaco entretient d'intenses échanges commerciaux avec le continent africain. L'Afrique est le deuxième partenaire commercial de ce petit Etat d'Europe. Dans le but d'intensifier ces échanges et de créer des synergies permettant de bâtir des relations plus étroites avec leurs homologues africains, des businessmen issus du Rocher ont décidé de mettre sur pied un club dédié aux relations économiques avec le continent. Néanmoins, après plus de deux années d'existence, plusieurs questions émergent. Quel rôle a joué cette institution dans les échanges entre le Rocher et ses partenaires du Sud ? A-t-elle contribué à augmenter les échanges entre Monaco et l'Afrique ? Quel est son bilan et quels sont ses projets d'avenir ? Madame Patricia Husson apporte des éclairages sur ces questions.

FORBES AFRIQUE : Le CEMA est dans sa troisième année d'existence. Quel bilan peut-on tirer à ce jour et quels sont les défis à affronter ?

PATRICIA HUSSON : Le pari de départ était de mettre en commun nos expériences. Celles d'entrepreneurs monégasques,

dirigeants d'entreprises familiales, qui partagent les mêmes valeurs et le même attachement à l'Afrique et qui sont présents de longue date sur ce continent. Nous avons, je le crois, réussi très vite le défi d'orienter nos différences vers une vraie force de conviction et de proposition. Nous avons bâti nos projets sur un socle de confiance mutuelle, qui s'est muée en amitié. Jusqu'à présent, c'est vrai, nous avons tenu nos objectifs, une miss e. A Kinshasa comme à Abidjan, nous avons reçu un accueil chaleureux et très productif. Nous avons pu rencontrer de nombreuses personnalités du monde de l'entreprise dont le retour a été extrêmement positif. Depuis la création du CEMA, nous organisons également des conférences à Monaco et nous avons eu la chance de recevoir des orateurs de renom. Le succès de ces conférences nous incite à poursuivre dans notre volonté d'échanges. Pourquoi ne pas devenir une porte vers l'Europe, nous ne manquons ni d'idées ni d'ambitions.

Depuis sa création, le CEMA a effectué deux missions économiques, une en République démocratique du Congo et une autre en Côte d'Ivoire. L'Afrique francophone semble être un

Madame Patricia Husson, présidente du CEMA, à Abidjan en 2016.

marché qui vous intéresse plus que d'autres régions telles que l'Afrique anglophone ou lusophone ?

P.H. : C'est effectivement sur le terrain, à Kinshasa, puis à Abidjan, que nous avons ressenti tout l'intérêt de voyager ensemble, nous qui nous déplaçons « en ordre dispersé ». Notre intérêt premier pour l'Afrique francophone tient principalement à des raisons historiques et culturelles. Mais nous suivons bien entendu de près l'évolution des zones anglophone et lusophone.

L'Afrique est le deuxième partenaire commercial de la principauté aujourd'hui. Dans quelle mesure le CEMA a-t-il contribué à renforcer le poids

économique du continent dans les échanges monégasques ?

P.H. : Le développement de nos activités contribue, c'est vrai, à mettre en lumière les échanges de la principauté avec l'Afrique, qui existent de longue date. Nous avons tout de suite bénéficié de la bienveillance du prince souverain Albert II, du soutien du gouvernement monégasque, du Monaco Economic Board, qui nous accompagne dans nos missions internationales, et du patronat monégasque. Ce soutien nous a notamment aidés à conclure en février 2016 un accord d'adhésion réciproque avec le CIAN, Conseil français des investisseurs en Afrique, qui représente 80 % de l'activité économique de la France en Afrique.

Récemment, le nombre de sociétés qui sont devenues membres de votre organisation a augmenté. De quels secteurs proviennent ces compagnies ? Sont-elles toutes monégasques ou avez-vous aussi des entreprises provenant d'Afrique ?

P.H. : Nous avons créé le CEMA autour d'un « noyau dur » de cinq membres fondateurs – Ascoma, ES-KO, Martin Maurel Sella, Mercure International et Sonema. Les onze nouveaux membres actifs qui nous ont rejoints proviennent d'horizons très divers : l'import-export, l'industrie, les services. Ils partagent avec nous, outre les valeurs d'entreprises familiales, le fait que leur siège social et leur direction opérationnelle sont à Monaco, condition statutaire pour être membre de notre club !

Vous êtes proche de signer un accord de partenariat avec la CBL-ACP (Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture Belgique, Luxembourg, Afrique, Caraïbes et Pacifique) ? Quelles sont les raisons de ce rapprochement et en quoi consistera cette collaboration ? Envisagez-vous de chercher des partenariats similaires avec d'autres organisations, notamment sur le continent africain ?

«Le développement de nos activités contribue à mettre en lumière les échanges de la principauté avec l'Afrique, qui existent de longue date.»

P.H. : Il est dans la culture monégasque de regarder vers l'horizon ! Monaco, tout particulièrement sous l'impulsion du Prince Albert II, échange et collabore avec le monde entier et dans tous les domaines, l'industrie, le commerce, la santé, l'aide humanitaire... C'est donc tout naturellement qu'après le CIAN, nous nous tournons aujourd'hui vers nos homologues belges. Dans l'avenir, cela ne fait aucun doute que nous nous rapprocherons d'organisations africaines.

Quel est l'objectif du CEMA pour les cinq prochaines années ? Pensez-vous à créer un forum annuel dédié aux relations économiques entre l'Afrique et Monaco ?

P.H. : Il faut savoir grandir avec patience ! Nous avons beaucoup de projets dans les cartons, mais, pour l'avenir immédiat, nous nous intéressons à un projet présenté par notre partenaire, le CIAN, celui d'un campus international et pluridisciplinaire à l'île Maurice, avec la collaboration des plus grands établissements d'enseignement supérieur français, l'école Centrale, l'université Paris-Descartes, l'Essec, qui proposerait une formation d'élite aux futurs directeurs et chefs d'entreprises africains. Ce projet est dans le droit fil de nos principes : se rencontrer, échanger et apprendre les uns des autres. 